

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 16 - 18 mai 2001

SCHÉMAS DE STRATÉGIE DE PAYS

Point 4 de l'ordre du
jour

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2001/4/6
2 mai 2001
ORIGINAL: ANGLAIS

SCHÉMA DE STRATÉGIE DE PAYS— HONDURAS

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Attaché de liaison principal,
Région Amérique latine et
Caraïbes (OLC):

Mme G. Segura

tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

Le Honduras est un pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV). Son produit national brut (PNB) moyen en 1998 (740 dollars E.-U.¹) était le troisième plus faible d'Amérique latine et des Caraïbes, et est encore passé en dessous de 796 dollars en 1990. Il était aussi parmi les PNB les plus inégalement répartis d'Amérique latine, les 30 pour cent les plus pauvres de cette population n'en recevant que 4,5 pour cent². Près de la moitié de la population connaît l'extrême pauvreté. En 2000, les salaires journaliers du secteur rural couvraient, selon les estimations, l'achat de seulement 70 pour cent de l'assortiment alimentaire minimum. Près de 50 pour cent de tous les enfants couverts par l'enquête réalisée en 1997 montraient des signes de malnutrition, de légère à aiguë. En 2000, la consommation quotidienne moyenne de calories a été estimée à seulement 85 pour cent du minimum recommandé. Le taux de mortalité national des moins de cinq ans était de 53 pour 1 000 enfants en 1996, et les taux de mortalité maternelle étaient extrêmement élevés en 1998, atteignant 182 pour 100 000 naissances vivantes. L'Indicateur du développement humain (IDH) attribué par le PNUD au Honduras était de 653, le plaçant à la 113ème place sur 172 pays, et l'Indicateur sexospécifique du développement humain était de 644 en 1998, ce qui lui valait la 94ème place sur le plan mondial.

Les destructions causées par le cyclone Mitch en 1998 ont eu un impact considérable sur les infrastructures sociales ainsi que sur l'économie nationale et domestique, aggravant la pauvreté et la faim pour ceux qui souffraient déjà le plus de l'insécurité alimentaire. Le Honduras est particulièrement exposé au risque d'inondation, de glissement de terrain, d'incendie de forêt et de sécheresse, en sorte que d'importantes parties de sa population vivent pratiquement sous la menace constante d'une catastrophe naturelle. Les faibles niveaux de revenu et la répartition inégale des richesses, en particulier dans les zones rurales, sont des facteurs de la pauvreté chronique et extrême qui n'a guère évolué au cours des 10 dernières années. La traduction immédiate de cette pauvreté en insécurité alimentaire est manifeste à travers les indices très élevés de malnutrition et sa grande dispersion géographique dans le pays. Bien que certains facteurs d'éducation et de santé, qui sont des préalables du développement, attestent une tendance positive, les récentes catastrophes naturelles et économiques menacent pourtant de l'inverser, si modeste soit-elle.

Compte tenu de la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté, du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, de l'analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV) ainsi que de l'objectif de la politique d'aide alimentaire et de développement, le PAM concentrera ses activités essentiellement sur 96 municipalités dans six départements présentant des niveaux de malnutrition alarmants et des IDH faibles. La plupart de ces municipalités sont situées dans les régions de l'ouest, du centre et du sud du pays, caractérisées par des terrains vallonnés au sol infertile, où prédomine une agriculture de subsistance (annexe, carte 2).

Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le présent schéma de stratégie de pays (SSP)

¹ PNUD, 1998. Le PNB par habitant a chuté, passant de 796 dollars en 1990 à 758 dollars en 1997, et de nouveau baissé en 1998 pour s'établir, selon les estimations, à 740 dollars, conséquence du cyclone Mitch. Les chiffres de la Banque mondiale indiquent 740 dollars pour 1997.

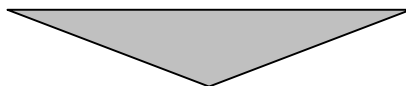
² Unité des analyses techniques du Bureau de la Présidence (UNAT), 1999.



de deuxième génération porte sur les objectifs suivants d'aide alimentaire et développement: 1) permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes; 2) permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation; 4) atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature; et 5) permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

Ce SSP servira de base à l'élaboration d'un Programme de pays couvrant la période 2002-2006.

Projet de décision



Le Conseil approuve le schéma de stratégie de pays pour le Honduras (WFP/EB.2/2001/4/6) et autorise le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays qui devrait tenir compte des observations du Conseil.



LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LES PAUVRES SOUFFRANT DE LA FAIM

L'insécurité alimentaire au niveau national

1. A la fin de 1998, le cyclone Mitch a dévasté une grande partie du Honduras, faisant 6 000 morts et 1,5 million de sinistrés. Le pays a perdu une partie importante de ses infrastructures sociales et économiques, de ses logements et de ses moyens de production, les pertes totales étant estimées à plus de trois milliards de dollars et provoquant une chute du PNB évaluée à sept pour cent³. De par sa situation géographique, le territoire hondurien est fréquemment touché par des catastrophes naturelles, dont quatre types sont considérés comme posant le plus de problèmes, qui surviennent avec une fréquence désastreuse: inondations, glissements de terrain, incendies de forêt et sécheresses. La chute des cours mondiaux sur les deux principaux produits agricoles d'exportation du pays, à savoir le café et la banane, ont un effet aussi dévastateur sur le pays que de ces catastrophes naturelles.

Les conditions nationales de la sécurité alimentaire

2. Le Honduras, avec une population estimée à six millions d'habitants au cours de l'année 2000, caractérisée par un grand nombre d'enfants de moins de 15 ans, a l'un des taux de croissance les plus élevés d'Amérique latine (2,8 pour cent). Selon les évaluations des indices de pauvreté effectuées en 1999 par l'Unité des analyses techniques du Bureau de la Présidence (UNAT)⁴, 66 pour cent de la population hondurienne est pauvre, et 49 pour cent sont classés dans la catégorie de l'extrême pauvreté, en particulier dans les zones rurales.
3. La demande de nourriture croît beaucoup plus vite que la production agricole. Au cours de la période 1995-1999, la consommation moyenne de calories par habitant et par jour a été nettement inférieure à la norme minimale journalière recommandée. Le déficit annuel en céréales est d'environ 215 000 tonnes de céréales par an. Une partie importante de ce déficit de consommation peut être attribuée à la tendance générale à la baisse de la production domestique de céréales de base et à la forte croissance démographique des 10 dernières années. En 1999, la production de céréales de base avoisinait 607 477 tonnes, alors que la demande portait sur 1 107 710 tonnes, ce qui représente un déficit de 500 232 tonnes. Les régions du pays accusant les plus importants déficits de production et de consommation céréalières sont les départements de l'ouest et du sud.
4. Au cours des années 1990-1999, le Honduras a reçu un total de 896 690 tonnes d'aide alimentaire, dont le PAM a fourni 215 710 tonnes, notamment 117 196 tonnes pour le développement. La valeur totale de l'aide fournie par le PAM pendant cette période a été de 112,8 millions de dollars, dont 50 millions ont été utilisés pour des projets de développement. L'aide officielle au développement entre 1993 et 1997 a été de 1,726 milliard de dollars, ce qui représente une moyenne de 9,1 pour cent du PNB.
5. En août 2000, le taux salarial journalier moyen était de 5,20 dollars, bien que la moyenne pour les zones rurales n'était que de 4,54 dollars par jour. Etant donné que l'assortiment alimentaire de base coûte environ 6,53 dollars, un ménage rural moyen vivant du salaire d'une seule personne économiquement active ne peut s'offrir que 70 pour cent du coût minimum journalier de cet assortiment.

³ CEPALC, 1999

⁴ UNAT 1999, utilisant les seuils de pauvreté standard et les normes établies pour l'évaluation des besoins élémentaires non satisfaits.



6. Les données disponibles sur la malnutrition, provenant des enquêtes courantes sur le rapport taille-âge de la plupart des élèves du premier cycle, ont fait apparaître un retard de croissance en moyenne nationale de 41 pour cent, et de 48 pour cent en zone rurale. La prévalence du retard de croissance sévère dans certaines régions du pays représente pas moins de 89 pour cent de tous les enfants. La prévalence nationale de la malnutrition aiguë fondée sur cette même mesure a été estimée en 1997 à 14 pour cent, certaines municipalités signalant même un taux de malnutrition aiguë de 68 pour cent.
7. Le taux de mortalité infantile était de 39 pour 1 000 naissances vivantes en 1998⁵. Le taux de mortalité maternelle (182/100 000 en 1998⁶) demeure très élevé et constant, surtout dans les zones rurales.
8. Dans le domaine de l'éducation, 68,7 pour cent de la population adulte du pays sont illettrés⁷, les taux d'alphabétisation présentant un léger différentiel hommes-femmes. Le taux actuel de fréquentation scolaire des femmes est égal ou supérieur à celui des hommes dans tous les cycles scolaires. Cependant, la moyenne nationale d'années scolaires suivies jusqu'à leur terme n'est que de 4,6⁸, et est même inférieure à 3,5 ans en zone rurale. Le taux d'inscription scolaire des enfants varie entre 75 pour cent dans les zones rurales et 84 pour cent dans les zones urbaines, et on estime à 130 000 le nombre d'enfants qui ne vont pas du tout à l'école.

Les conditions sous-nationales de la sécurité alimentaire

9. Le pays est divisé en 18 départements et 298 municipalités. Les principales zones agricoles sont situées dans les vallées intramontagneuses et comprennent Olancho et El Paraíso à l'est, et Yoro, Colón et Atlantida au nord. Les activités agricoles à l'ouest, à l'est et au sud, où les chutes de pluie sont concentrées entre mai et novembre, sont souvent touchées par la sécheresse de moyenne saison, d'une durée variable. Le nord est plus exposé à des dégâts aux cultures, dus aux fortes chutes de pluie et aux inondations, et caractérisé par des précipitations bimodales autorisant deux cycles agricoles par an. La sécheresse est plus fréquente dans les zones ouest et sud-ouest du pays.
10. Alors que la majeure partie des terres agricoles est détenue par une poignée de grands exploitants, la majorité de la population paysanne rurale pratique une agriculture de subsistance dans de petites exploitations de moins de 3,5 hectares, se trouvant généralement dans des zones au sol infertile et sur des terres marginales. Ces activités agricoles de subsistance sont caractérisées par de faibles niveaux de productivité et de technologie, et doivent souvent être complétées par un travail salarié dans les zones à café de l'est et de l'ouest et par une agriculture tournée vers les exportations dans le nord et le sud. Le travail salarié est généralement mal rémunéré et fortement tributaire des cours internationaux du café et de la banane.

⁵ UNAT, 1999.

⁶ Ministère de la santé.

⁷ DGEC, 2000 et Ministère de l'éducation, 1998.

⁸ PNUD, 2000. Rapport sur le développement humain, 2000.



La population cible

Processus analytique de ciblage

11. La plupart des organisations nationales et internationales à vocation de développement au Honduras utilisent les données de malnutrition du Programme d'allocations familiales (PRAF), provenant de sept enquêtes nationales réalisées entre 1986 et 1997 sur la nutrition, consistant à mesurer le rapport taille-âge de la plupart des écoliers du premier cycle (la scolarité est obligatoire). En 1997, le PRAF a mené une enquête pour évaluer l'état de 234 111 enfants, soit 94,2 pour cent de tous les élèves du premier cycle, dont 63 pour cent résidaient dans des zones rurales. Cette enquête a révélé un taux de retard de croissance en zone rurale de 47,6 pour cent en 1997, contre 40,8 pour cent en 1991. Dans les zones urbaines, le taux était de 28,5 pour cent en 1997, contre 24,4 pour cent en 1991. Ce sont des niveaux inacceptables de sécurité alimentaire, qui vont en se dégradant, et c'est aussi une grande vulnérabilité à l'insécurité alimentaire qui persiste.
12. La première étape du processus de ciblage géographique réalisé par le PAM pour le Honduras a commencé avec l'examen de ces données, dont il ressort que six départements de l'ouest et du sud-ouest du pays détiennent les niveaux records de malnutrition aux plans municipal et départemental. Les autorités nationales considèrent généralement ces six départements comme ceux qui présentent les niveaux les plus élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire (notamment, un mauvais accès à la nourriture), caractérisés en outre par de faibles niveaux de revenu, de "développement humain", de degré d'instruction, de santé, de productivité agricole, d'irrigation, d'activité commerciale et d'accès à des voies routières.
13. L'ACV a classé l'ensemble des municipalités en trois groupes correspondant à divers degrés de malnutrition⁹: "grave", "aiguë" et "légère", conformément aux données d'enquête du PRAF. Ensuite, les données municipales concernant la production vivrière, les moyens de production, l'éducation, la santé, le revenu général et le développement humain ont été additionnées, et une moyenne a été déterminée pour chacun des trois groupes de municipalités. Les résultats de cette analyse font apparaître une corrélation prévisible entre les degrés de malnutrition de chaque groupe et les facteurs que l'on associe généralement à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.
14. Par rapport aux municipalités touchées par une malnutrition "légère" et "aiguë", celles qui présentent une malnutrition "grave" présentent les caractéristiques suivantes: i) plus de kilocalories par habitant, tirées des céréales de base; ii) plus faible parité du pouvoir d'achat (PNB); iii) taux plus élevés d'illettrisme des hommes et des femmes; iv) IDH plus faible, et v) faible superficie cultivée par habitant et, en moyenne, petite taille d'exploitation.

Zones géographiques ciblées

15. Une analyse des données disponibles donne à penser que dans 96 municipalités présentant une "malnutrition grave", les problèmes de consommation alimentaire se conjuguent avec un problème de pauvreté, qui constituent des conditions prioritaires pour l'aide alimentaire et le développement. Le ciblage des priorités sera effectué dans 79 municipalités situées dans des régions de l'ouest relativement limitrophes, composées

⁹ Les normes fixées par le PRAF servent à identifier les départements à malnutrition "grave/très aiguë", c'est-à-dire qu'une moyenne supérieure à 52 pour cent de la population a montré des signes légers à aigus de retard de croissance pendant la période 1995-1997; la malnutrition "aiguë" est égale à une prévalence comprise entre 37 et 52 pour cent, et une malnutrition d'un degré moindre est égal à un taux de prévalence inférieur à 37 pour cent.



des départements à malnutrition notable (Intibucá, La Paz, Lempira, Copán, Ocotepeque et Santa Bárbara). Ces municipalités ont une population totale de 758 246 habitants, soit 13,5 pour cent de la population nationale, et sont, à l'évidence, les zones du pays les plus touchées par l'insécurité alimentaire et par la pauvreté, certaines d'entre elles étant à faible IDH, d'autres étant celles où vivent les groupes ethniques minoritaires.

Les groupes vulnérables et les ménages des zones géographiques ciblées

16. Les enquêtes sur les ménages réalisées par CARE en 1995 et 1998 dans les départements d'Intibucá, de Lempira et de La Paz fournissent plus de détails sur les principales caractéristiques de ces populations particulièrement vulnérables. Environ 96 pour cent des ménages de ces régions vivent essentiellement de l'exploitation agricole¹⁰, et environ 15 pour cent d'entre eux sont dirigés par une femme. Ces familles consomment et cultivent essentiellement du maïs et des haricots sur des sols pauvres, avec peu d'engrais et une faible préparation de la terre. L'irrigation est rare, et l'érosion des sols est un grand problème. Pour 81 pour cent des ménages dirigés par un homme et 85 pour cent des ménages dirigés par une femme, la taille moyenne de l'exploitation est inférieure à 3,5 hectares.
17. La structure du revenu du ménage varie en fonction du temps et de la demande locale en main-d'œuvre salariée. Quand l'année est bonne, la valeur de la production agricole peut représenter 60 pour cent du revenu total du ménage, mais si l'année est mauvaise, elle peut n'en représenter que 30 pour cent. Les salaires représentent 20 à 50 pour cent du revenu total, mais ils dépendent beaucoup des cours mondiaux du café et de la demande de main-d'œuvre des grandes exploitations de café. Les autres activités économiques (11 à 16 pour cent) et l'aide économique (deux à 10 pour cent) représentent d'autres sources importantes de revenu. Les revenus ne suffisent pas à couvrir le coût minimum de l'assortiment alimentaire dans environ 77 pour cent des ménages. Les ménages dirigés par une femme sont particulièrement touchés, n'ayant que 68 pour cent du revenu d'un ménage dirigé par un homme et un taux d'alphabétisation nettement inférieur à celui des ménages dirigés par des hommes.
18. Il ressort clairement de ce qui précède que certains ménages appartenant à la petite population d'exploitants agricoles de ces municipalités particulièrement vulnérables sont plus exposés que d'autres à l'insécurité alimentaire et devraient faire l'objet d'un ciblage supplémentaire fondé sur leurs caractéristiques propres, dont au moins l'une des suivantes: dirigés par une femme, un adulte économiquement actif, lourd rapport de dépendance (nombre d'enfants par rapport au nombre d'adultes), personnes âgées, présence de femmes enceintes ou de mères allaitantes.

PRIORITES ET POLITIQUES DU GOUVERNEMENT EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Politiques générales

19. Après que le cyclone Mitch eût touché le Honduras, le gouvernement a décidé d'entreprendre des réformes radicales des structures sociales et économiques du pays, et la coopération internationale a commencé à contribuer activement à cet effort en venant soutenir des stratégies et politiques municipales plutôt que des projets isolés à court terme

¹⁰ CARE, 1999.



et à faible impact. Une Plan directeur national de la reconstruction a été élaboré, dont les priorités sont les suivantes: a) démocratisation et gouvernance; b) équité et intégration; c) réduction de la pauvreté; d) lutte contre la corruption; e) droits de l'homme; f) de l'ordre et de l'austérité dans la macro-économie; g) croissance économique; h) réduction de la dette extérieure; et i) mise en œuvre de la nouvelle stratégie d'atténuation des effets des catastrophes.

20. La stratégie de lutte contre la pauvreté et certaines priorités du Plan directeur de la reconstruction ont été adoptées en tant que politiques gouvernementales dans des secteurs tels que la pauvreté et la sécurité alimentaire, où les mesures prioritaires sont: a) la réduction de la dette extérieure pour dégager davantage de ressources internes au profit de programmes sociaux; b) la stratégie de lutte contre la pauvreté; c) une approche favorable à l'égalité entre les sexes; et d) le programme national de développement rural.
21. La réorientation opérée par le gouvernement dans ses politiques de réforme agraire pour améliorer la parité hommes-femmes par l'intermédiaire de mécanismes d'enregistrement des titres fonciers a facilité l'accès des femmes à la terre. A ce jour, 9,15 pour cent¹¹ de la population totale d'exploitants agricoles sont des femmes. Des mesures propres à promouvoir la participation, la prise de décisions et la formation des femmes devraient également être prises par le gouvernement.

Mesures de sécurité alimentaire

22. A l'heure actuelle, le gouvernement n'a pas de politique spécifique de nutrition et de sécurité alimentaire, mais seulement des politiques et programmes d'atténuation des répercussions sociales du récent ajustement structurel des réformes économiques. Un "Cabinet social" des ministres de la santé et de l'éducation a été formé pour conseiller la Présidence dans la formulation des politiques et dans la coordination des actions menées dans ce secteur, et les dépenses d'éducation et de santé inscrites au budget du gouvernement ont augmenté de deux pour cent. Les principaux bénéficiaires sont le PRAF et le Fonds hondurien de l'investissement social (FHIS), ainsi que certains petits programmes de soutien alimentaire et de subventions ciblées.
23. Le **PRAF** fournit un supplément de revenu aux groupes vulnérables sous forme de subvention couvrant les frais de scolarité et les soins de santé maternels et infantiles. Les mères sont aussi formées à développer la capacité d'une micro-entreprise. Divers organismes (Gouvernement du Honduras, Banque interaméricaine de développement [BID] et Banque centraméricaine d'intégration économique [BCIE]) ainsi qu'un donateur bilatéral financent le programme en consentant chaque année un investissement à hauteur de 13 millions de dollars. L'assistance financière aux groupes vulnérables, rendue possible grâce à l'attribution d'un nouveau prêt par la BID (45,2 millions de dollars), a commencé en octobre 2000 et devrait se poursuivre pendant une période de cinq ans.
24. Le **Programme national de développement rural durable (PRONADERS)** facilite l'accès des communautés rurales pauvres aux ressources et services pour soutenir la croissance du revenu des ménages, en accordant une attention particulière à l'intensification de la production agricole, au renforcement de la sécurité alimentaire, à la protection et à la gestion des ressources naturelles et des services ruraux. Ce programme, doté d'un budget de 30 millions de dollars, a approuvé 120 initiatives dans des zones rurales économiquement défavorisées.

¹¹ PNUD 1998 IDH.



25. **Santé et nutrition.** Le programme de décentralisation du gouvernement favorise la participation de la société civile aux services de santé et à la modernisation des infrastructures sanitaires du pays.
26. Pour assurer de plus grandes disponibilités de maïs, de sorgho et de riz, le gouvernement, par l'intermédiaire de l'Institut de commercialisation des produits agricoles du Honduras a élaboré une **politique des prix des céréales** dont l'objectif principal est d'"éviter que les producteurs et les consommateurs de céréales du pays ne subissent les effets défavorables que pourraient avoir des variations extrêmes des cours internationaux des céréales de base". Cette politique offre une protection contre l'effritement des prix des producteurs nationaux imputable aux importations bon marché et subventionnées de blé de fourrage. Plus de 50 pour cent de la production nationale de maïs vient des petits producteurs vivant dans des exploitations d'une superficie inférieure à 10 hectares, et leur sécurité alimentaire peut être grandement compromise par des importations excessives.
27. Pour être plus à même d'apporter des secours alimentaires d'urgence, le gouvernement a créé une **réserve alimentaire stratégique de haricots et de maïs**, correspondant à un maximum de trois pour cent de la consommation nationale totale (soit environ 20 450 tonnes de maïs et 2 045 tonnes de haricots). La Commission permanente pour les urgences a élaboré un **Projet national d'atténuation des effets des catastrophes**, qui comprend un plan de formation des municipalités à la prévention des crises, un système d'information pour la gestion et la distribution des dons, et un processus d'identification des sites susceptibles d'accueillir des réserves alimentaires pour des périodes critiques.

Politiques d'aide alimentaire

28. La sécurité alimentaire est l'une des principales priorités figurant dans le Plan directeur de la reconstruction destiné à assister la population touchée par le cyclone Mitch. Le PAM a demandé au gouvernement une aide alimentaire pour soutenir la remise en état des logements, des parcelles productives et des infrastructures communautaires, et pour accroître la capacité locale à relier les activités de remise en état aux objectifs de développement à long terme.
29. Le gouvernement a établi que les politiques en matière de monétisation de l'aide alimentaire devaient être déterminées par le marché national et en fonction du bilan alimentaire national. Le Ministère de la coopération extérieure, accompagné par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, doit s'assurer que l'aide alimentaire ne nuira pas au bilan alimentaire du pays, fondée sur une analyse antérieure réalisée par le Ministère de l'économie et du commerce avec l'assistance technique du PAM, de l'USAID, de l'Union européenne et d'autres donateurs internationaux potentiels.
30. L'essentiel de l'aide alimentaire fournie par le Gouvernement des Etats-Unis (PL480 et Titre II) et l'Union européenne est axé essentiellement sur la monétisation de manière à soutenir les stratégies gouvernementales de lutte contre la pauvreté, notamment les projets de développement rural.
31. Le gouvernement a réalisé des progrès au titre des Engagements en faveur des femmes pris au Sommet de Beijing sur les femmes et au Sommet mondial de l'alimentation de 1996, notamment en ce qui concerne le problème de l'insécurité alimentaire dont souffrent les femmes et les filles. L'Institut national pour les femmes a signalé les progrès réalisés par le gouvernement dans sa manière d'aborder les questions économiques, sociales et juridiques ayant trait aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes.



EVALUATION DES RESULTATS OBTENUS PAR LE PAM A CE JOUR

32. C'est en 1964 que le PAM a commencé à apporter son assistance au Honduras, une activité que l'on peut segmenter en deux périodes différentes: la première, de 1964 à 1997, axée principalement sur l'assistance à des groupes vulnérables et sur la production vivrière par le biais d'activités agro-forestières; la seconde, de 1997 à 2000, était surtout caractérisée par des interventions en situation d'urgence: l'opération d'urgence 5949 à l'occasion du phénomène El Niño, l'opération d'urgence 6079 à l'occasion du cyclone Mitch et l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 6089, qui devrait prendre fin à la mi-2001.

L'efficacité du ciblage (aide alimentaire)

33. Depuis 1990, six projets de développement ont été exécutés pour un coût total de 50 millions de dollars. Ces projets sont de deux types: i) programmes de santé et de nutrition, visant principalement les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes; et ii) améliorations sur le plan de la production vivrière et de la génération de revenus par des activités d'agro-foresterie et d'aménagement du bassin versant. Plus de 800 000 personnes, dont plus de 30 pour cent sont des enfants de moins de cinq ans vivant dans les régions les plus pauvres du pays, ont bénéficié de ces projets.
34. Entre 1997 et 1998, le phénomène El Niño a perturbé le cycle des cultures de céréales et de haricots dans la plupart des zones du Honduras où la récolte de ces céréales de base est faible. Dans le cadre de l'opération d'urgence 5949, le PAM a apporté son assistance à 44 150 personnes victimes de sécheresse. Des activités de remise en état des parcelles productives ont été entreprises avec la participation des familles recevant un soutien alimentaire direct par l'intermédiaire de projets "vivres-contre-travail" (VCT).
35. A la suite des ravages causés par le cyclone Mitch, le PAM a dû développer rapidement ses capacités dans ce pays. Le Programme a fourni 28,4 millions de dollars pour aider plus d'un million de personnes dans le cadre de l'opération d'urgence 6079, et reçu 32 235 tonnes d'aide alimentaire pendant la période extrêmement critique (les trois ou quatre premiers mois). Grâce à cette intervention rapide, opportune et efficace, un soutien a été apporté à la remise en état de plus de 6 900 hectares de terres agricoles, à la mise en oeuvre d'environ 7 000 projets communautaires, à la réparation (94 pour cent) et la construction de plus de 7 735 kilomètres de routes.
36. Ce sont au total 1 182 132 personnes qui ont participé à diverses activités déployées dans le cadre de l'opération d'urgence 6079, dont 54 pour cent dans le cadre de projets VCT, 29 pour cent à des opérations de distribution aux groupes vulnérables, et 17,9 pour cent à des opérations d'alimentation scolaire. Trente cinq pour cent des bénéficiaires des projets VCT et des opérations de distribution aux groupes vulnérables étaient des femmes.
37. Depuis juillet 1999 à décembre 2000, l'IPSR 06089.0 (ancien No WIS 6089.00) a profité à 633 977 personnes, dont 49,3 pour cent étaient des femmes, y compris des filles.

L'efficacité du ciblage: résultats et durabilité

38. L'assistance alimentaire a permis à des ménages d'acquérir de nouvelles connaissances et d'adopter de nouvelles techniques, et amélioré les pratiques sanitaires, la conservation des sols, la nutrition, l'assistance aux centres de santé et l'aménagement agroforestier dans les zones marginales.
39. L'aide alimentaire est une forte incitation à la participation communautaire et municipale. Cependant, il faut de puissants mécanismes de promotion de la participation



des femmes pour développer le pouvoir décisionnel et les compétences des femmes. Il est préconisé une relation plus étroite et plus dynamique avec les organisations communautaires et les groupes locaux, une telle relation permettant d'obtenir des effets durables.

40. Des ressources non alimentaires, distribuées en temps opportun, ont été utilisées pour compléter les résultats obtenus grâce aux activités de développement du PAM et soutenir la remise en état des infrastructures communautaires. Dans les futures interventions, il conviendra de garantir officiellement, au début des projets, une assistance complémentaire non alimentaire.
41. Les dégâts causés par le cyclone Mitch étaient d'une grande ampleur. Il est ressorti de la mission d'évaluation effectuée dans le cadre de l'opération d'urgence 6079 que les résultats de cette opération d'urgence étaient très visibles dans la mesure où elle a permis de régler les besoins alimentaires aussitôt après le passage du cyclone. Le PAM a transféré sa capacité au gouvernement bénéficiaire, avec la participation des municipalités et des organisations civiles, encourageant ainsi une sens plus élevé des responsabilités au niveau local et favorisant la complémentarité des ressources.
42. L'assistance du PAM au développement portait sur deux projets: l'un dans l'agroforesterie et l'autre dans l'assistance sanitaire et nutritionnelle aux groupes vulnérables. Trois nouvelles modalités ont désormais été identifiées par le gouvernement et le PAM: i) une participation plus directe du PAM pour renforcer la capacité de gestion des projets; ii) un engagement à combiner l'assistance aux groupes vulnérables avec le développement de leur capacité productive; et iii) liaisons directes avec les homologues locaux qui fournissent des ressources non alimentaires pour une plus grande efficacité des opérations.

Forces et faiblesses sur le plan de l'exécution

43. A mi-parcours de l'année 2000, environ 107 000 personnes ont bénéficié d'activités de développement. Les groupes vulnérables ont reçu environ 20 pour cent des ressources totales. Les deux projets de développement ont souffert de la faiblesse des homologues gouvernementaux, qui s'est traduite par des retards dans les activités programmées. Par ailleurs, les retards des crédits portant sur des quantités substantielles de vivres pour les opérations d'urgence et de reconstruction ont ralenti l'exécution de ces deux projets.

Projet No 5691—Santé et développement communautaire

44. Lancé en 1998, ce projet, qui est doté de 11,6 millions de dollars et a représenté pour le PAM un coût de 8,9 millions de dollars, prévoit la distribution de 13 000 tonnes de vivres sur cinq ans. Exécuté par le Ministère de la santé, il a souffert de retards en raison de la complexité de sa conception et des effets dévastateurs du cyclone Mitch. Des efforts sont en cours pour compléter les livraisons de vivres et renforcer les capacités locales.

Projet No 5609—Aménagement forestier participatif

45. Ce projet, mis en oeuvre par la Société hondurienne de développement forestier (AFE-COHDEFOR), a un coût total de 10,8 millions de dollars (coût pour le PAM: 7,1 millions de dollars), et prévoit la distribution de 22 000 tonnes de vivres sur une période de cinq ans, commençant en 1997. Ses activités visent à améliorer le couvert végétal du bassin versant, de manière à réduire l'incidence des inondations, le phénomène d'érosion et les glissements de terrain. Il encourage de nouvelles pratiques agroforestières



et la production, l'utilisation rationnelle des terres et un aménagement participatif du patrimoine forestier.

46. L'arrivée du cyclone Mitch à la fin de 1998 a considérablement affecté la mise en œuvre des projets de développement. A cet égard, l'intégration des opérations d'urgence et des IPSR aux deux projets de développement du PAM en cours a permis d'obtenir des effets plus durables. En outre, en prélevant des produits sur les projets de développement, le PAM a pu remplir son obligation d'assistance en temps opportun aux populations les plus touchées par les dévastations causées par le cyclone.

Coût-efficacité

47. Le coût de la ration fournie dans le cadre du projet VCT était de 1,37 dollar, et le coût de la ration scolaire servie comme déjeuner ou comme collation, est de 0,15 dollar. Le coût de chaque ration ne représente que 88 pour cent de sa valeur sur le marché local.
48. La fourniture d'une aide alimentaire n'a eu aucune incidence négative sur les marchés locaux et la production domestique: la distribution directe de vivres à une population cible qui n'avait pas accès au marché local de l'alimentation, a été bien acceptée dans la mesure où l'assortiment alimentaire convient aux goûts locaux. Dans les activités VCT, la fourniture de rations "par journée travaillée" a été remplacée par des rations "au rendement". Cette pratique tient compte de la problématique hommes-femmes, fixant des limites minimales et maximales pour chaque tâche devant être accomplie. Ce nouveau système de fourniture de rations permet de mieux évaluer les activités déployées dans le cadre des projets.
49. Des produits du PAM ont aussi été utilisés pour des échanges ou des trocs, conformément aux normes et procédures d'audit du Programme. Ainsi, un total de 8 400 tonnes (3 500 tonnes de blé et 4 900 tonnes de sucre) a été échangé contre des produits alimentaires locaux.

Suivi et rapport

50. Les activités de suivi des trois projets en cours sont de deux types: quantitatif (activités et résultats) et qualitatif (impact). Le système d'ordinateurs utilisé pour le suivi et l'évaluation dans le cadre de l'IPSR 06089.0 utilise un logiciel d'accès qui génère des rapports à quatre échelons différents: national, régional, communal et communautaire. Les informations générées par ce logiciel permettent de procéder à une mise à jour mensuelle des données du bureau de pays relatives au nombre de bénéficiaires, ventilées par sexe; aux quantités de vivres distribués, au nombre de journées VCT et aux résultats quantitatifs.
51. Les rapports s'obtiennent automatiquement grâce à une base de données par références croisées. Cela permet d'exporter de simples feuilles de calcul électroniques pouvant être utilisés en partage avec l'Unité ACV aux fins de l'établissement de cartes. Le même type de système de suivi et d'établissement de rapports est mis en œuvre pour les deux projets de développement.
52. Le suivi qualitatif est fondé sur des indicateurs d'impact de ces activités. Les indicateurs de qualité servant à mesurer l'impact sur l'évolution des moyens de subsistance sont identifiés au stade de la conception des nouveaux projets. A la fin de 1999, le PAM a commencé à appliquer des indicateurs pour étude d'impact dans des plans de surveillance des opérations. Le présent SSP sera notamment caractérisé par la participation des bénéficiaires, qui seront directement associés à la conception et à la définition des activités. Des initiatives de formation ont été prises aux niveaux régional et local pour transmettre la



connaissance de techniques simples telles que l'évaluation rurale rapide et l'analyse de l'économie alimentaire des ménages.

53. La participation des bénéficiaires de sexe féminin se mesure aux niveaux communautaire et national, ce qui permet au bureau de pays de déterminer dans quelles zones il reste encore à pourvoir à des besoins sexospécifiques. Davantage de personnel féminin du PAM sera associé aux activités de suivi.

Conclusions

54. Le portefeuille des projets et activités du PAM au Honduras demeure une importante contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire de ce pays. Ce portefeuille est compatible, et l'a toujours été, avec les stratégies du gouvernement. S'agissant d'évaluer les prestations du PAM à ce jour, il convient de prendre en considération quatre principaux éléments de ce portefeuille: i) sa relation étroite avec les bénéficiaires, se traduisant par la fourniture d'une assistance aux secteurs les plus vulnérables dans tout genre d'intervention, des opérations d'urgence aux activités de développement; ii) les données d'expérience positives acquises à l'occasion du cyclone Mitch, notamment celles ayant trait au couplage réussi entre activités de secours en cas de catastrophe et activités de développement; iii) le rapport coût-efficacité des actions du PAM visant à accroître la valeur alpha et la valeur de transfert de l'aide alimentaire sans induire un rapport de dépendance ou provoquer des effets négatifs sur les marchés locaux; et iv) l'élaboration de partenariats, qui a donné au PAM la possibilité de travailler avec des ONG multilatérales, bilatérales et nationales et avec des institutions gouvernementales nationales et municipales.
55. La distribution de produits a renforcé la sécurité alimentaire. La distribution de vivres à près de 1,8 millions de personnes dans différentes situations critiques a contribué à atténuer les déficits alimentaires des ménages. Il convient maintenant de définir les modalités de conversion d'actions à court terme en résultats à long terme en faisant en sorte que l'assistance alimentaire s'accompagne d'un accès durable à l'éducation et à la santé et d'une relance des ressources humaines et des moyens de production.
56. Sur la base de l'expérience acquise dans le cadre de l'opération d'urgence et de l'IPSR, il conviendrait d'insister davantage sur l'élaboration d'une stratégie d'atténuation des effets des catastrophes à appliquer lors des futures opérations d'urgence. Le PAM a utilisé ses stocks de vivres pour apporter des secours et une aide alimentaires dans les plus brefs délais, et renforcer ainsi la capacité du gouvernement à minimiser les conséquences des catastrophes.
57. L'objectif de durabilité ne sera atteint que si les schémas de cogestion des projets sont modifiés. L'exécution des projets par des instances gouvernementales supposait l'établissement de relations à long terme, mais les changements incessants et les déficiences persistantes intervenant au sein de ces instances n'ont pas permis d'apporter aux groupes cibles une assistance efficace. Rien ne garantit que l'action engagée par le PAM sera poursuivie après le désengagement du Programme ou que les progrès réalisés ne vont pas s'inverser. Dans une note plus positive, l'un des enseignements les plus précieux de l'IPSR 06089.0 est l'opportunité de coupler le développement des capacités productives de la communauté et l'exécution décentralisée des activités par les instances de contrepartie participant à la prise en charge des coûts.
58. La durabilité de l'investissement et le développement de la capacité des bénéficiaires à entreprendre des activités économiques est un aspect exigeant une évaluation appropriée. Le défi consiste à coupler directement les actions du PAM et d'autres types d'action ayant trait au développement de la production. Il convient, par ailleurs, de mener des actions à long terme pour soutenir la croissance de la capacité locale.



59. Des déficiences institutionnelles affectent l'exécution. Les changements incessants sur le plan de la politique et la faible structure opérationnelle des instances de contrepartie au sein du gouvernement et des municipalités limitent les facteurs d'appui à l'exécution des projets. La formation à la gestion des risques et le renforcement de la capacité des dirigeants locaux à définir les priorités et à relier les activités d'atténuation des effets des catastrophes aux actions en cours de remise en état permettront de réduire les faiblesses institutionnelles dans ce domaine.
60. Les femmes ont bénéficié équitablement des actions du PAM. Le Programme donne la priorité aux groupes vulnérables, en particulier aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, et l'une des conditions préalables est la participation active des femmes à la planification et à l'exécution de tous les projets. Étant donné que les femmes gèrent l'économie des ménages, elles sont continuellement consultées pour déterminer la ration. À l'heure actuelle, 61 pour cent des bénéficiaires de projets de développement sont des femmes. Cependant, il convient de promouvoir davantage leur participation aux instances décisionnelles ainsi qu'à la gestion et au contrôle des sources de revenus et des moyens de production.
61. Le PAM a réussi à promouvoir la coordination avec d'autres organismes, notamment pour la mise en œuvre des programmes d'assistance en cas d'urgence et de remise en état, même si cela n'avait pas été expressément stipulé au début des projets.
62. La gestion et la distribution des produits fournis par le PAM ont été effectuées avec efficacité et dans la transparence. Les responsabilités et les procédures pour ces opérations varient selon le type de projet. Dans le cas de l'IPSR 06089.0, la gestion des produits est entièrement sous la responsabilité du PAM, jusqu'à la livraison des vivres aux instances de contrepartie, qui en assurent la gestion et la distribution aux bénéficiaires. Dans le cas des projets de développement, le gouvernement, par l'intermédiaire de l'Institut hondurien de la famille et des enfants, s'occupe de la gestion des vivres sous la surveillance du PAM.

ORIENTATION FUTURE DE L'AIDE DU PAM

Groupes cibles et ciblage géographique

63. L'objectif global des activités de développement du PAM au Honduras est de permettre aux pauvres et à ceux qui ont faim de satisfaire leurs besoins alimentaires à court terme tout en encourageant les investissements, tant matériels qu'humains, dans les ménages les plus vulnérables et les plus pauvres, en donnant la priorité aux femmes. Les groupes cibles devront être les suivants: i) les enfants de moins de deux ans se trouvant dans un état de malnutrition aiguë ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes, avec un souci particulier pour les ménages dirigés par une femme; ii) les enfants exposés à un risque nutritionnel dans les cycles primaire et préscolaire des écoles rurales démunies; et iii) les ménages souffrant de l'insécurité alimentaire, vivant dans des zones forestières exposées et appauvries.
64. Le ciblage des bénéficiaires s'inspirera des analyses ACV de la faim et de la pauvreté, ainsi que des techniques participatives au sein des communautés. La sélection définitive des cibles sera opérée sur la base des niveaux les plus élevés d'insécurité alimentaire et de pauvreté. Des critères complémentaires devraient être établis dans les secteurs où le PAM est présent, et les futures interventions devraient être conçues dans le cadre de programmes existants et de projets de développement rural, de manière à lancer des actions qui coïncident avec les efforts entrepris par d'autres. En outre, les zones géographiques sujettes



à des catastrophes récurrentes feront l'objet d'une attention particulière. La plupart des ménages souffrant de l'insécurité alimentaire seront désignées comme cible de toutes ces activités.

65. Les analyses ACV soulignent que l'ensemble des 96 municipalités touchées par un problème de malnutrition "grave", et plus particulièrement les 79 d'entre elles situées dans l'espace relativement contigu où se trouvent les départements à taux de malnutrition particulièrement élevé (Copán, Intibucá, La Paz, Lempira, Ocotepeque et Santa Bárbara), devrait être inclus dans le ciblage géographique, car ce sont incontestablement les zones du pays qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté.
66. Les zones prioritaires sont celles qui sont le plus exposées à un risque de sécheresse et dépendent d'un seul cycle agricole annuel pour la production de céréales de base. Ces municipalités sont situées dans les départements de l'ouest et du sud, notamment celles où vivent les groupes ethniques minoritaires. Ces régions présentent les caractéristiques suivantes: maigres ressources productives et mauvaise qualité des sols, dégâts importants à l'environnement, faible niveau d'investissement public dans les infrastructures physiques et sociales, trop peu de créations d'emploi, insuffisance des biens d'équipement et absence de services d'appui à la génération de revenus.

Identification des secteurs clés pour l'assistance

67. Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le présent SSP est conçu pour atteindre les objectifs de la politique visant à favoriser le développement 1, 2, 4 et 5, à savoir: permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes; permettre aux ménages pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation; atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature; et permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

Permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leur besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes

68. Dans le cadre de ses activités au Honduras, le PAM estime prioritaire d'accorder son attention à ces groupes vulnérables compte tenu de leurs taux élevés de mortalité maternelle et infantile et de malnutrition. Le projet HON 05691.0 (ancien No WIS 5691.00) vise à améliorer les conditions sanitaires et nutritionnelles des populations les plus vulnérables (106 000 bénéficiaires directs) et à renforcer les capacités locales par le biais de la formation et par la restauration des infrastructures communautaires/familiales. La mise en œuvre de ce projet relève et relèvera de la responsabilité conjointe du Ministère de la santé et des ONG, avec la participation de la Commission des municipalités et avec l'assistance technique de l'UNICEF, du FNUAP et de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS)/OMS.

Permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation

69. L'enseignement de base (préscolaire et primaire) est une contribution essentielle pour faire reculer la pauvreté et la faim et améliorer la vie des populations. Les objectifs d'alimentation dans les écoles encourageront l'inscription et la fréquentation scolaires. Le Ministère de l'éducation, conjointement avec le Bureau du Président, assureront



l'exécution du projet de santé et d'approvisionnement nutritionnel, en utilisant les ressources de contrepartie pour financer des activités telles que les jardins potagers scolaires, la vermifugation et les infrastructures scolaires. L'assistance du PAM comprendra la fourniture d'aliments enrichis et renforcés en vitamines pour encourager la fréquentation scolaire d'environ 200 000 enfants par an, surtout des filles. Cette activité sera conjointement menée et surveillée par le Ministère de l'éducation et le PAM. La contribution des Etats-Unis à l'alimentation scolaire a été utilisée comme subvention de contrepartie pour des ressources financières fournies par le gouvernement et d'autres institutions multilatérales telles que la BCIE.

Permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables

70. Les activités visent à récupérer et préserver les ressources naturelles, à protéger les forêts, à aménager le bassin versant et à introduire des pratiques agroforestières durables. Elles sont entreprises dans le cadre du Projet d'aménagement participatif du patrimoine forestier (HON 05609.0 [ancien No WIS 5609.00]), qui accroîtra les revenus et renforcera la sécurité alimentaire de 17 055 familles vivant dans 262 villages. Les méthodes participatives et différenciées par sexe sont hautement intégrées ici et favoriseront la durabilité.

Atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature

71. Compte tenu de la grande vulnérabilité aux catastrophes naturelles et des enseignements tirés à l'occasion du cyclone Mitch, le PAM, par l'intermédiaire de VCT, apportera son soutien aux activités de préparation aux situations d'urgence et d'atténuation des effets des catastrophes afin de réduire cette vulnérabilité dans les régions exposées à des catastrophes récurrentes, permettant à 100 000 personnes vulnérables de se mettre à l'abri de la faim. L'assistance dans ce domaine a commencé avec la mise sur pied par l'Unité ACV d'un système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire. Cette initiative sera reliée à la Commission gouvernementale permanente pour les urgences, le but étant d'allouer des ressources plus importantes et de conférer une plus grande couverture à la gestion des catastrophes et à la préparation des dispositifs d'intervention.

Champ d'application de la programmation conjointe

72. Le présent SSP sera harmonisé avec le cycle de programmation des autres institutions des Nations Unies. Le personnel du PAM participe activement aux diverses équipes spéciales des Nations Unies, apportant son analyse et ses contributions au bilan commun de pays ainsi qu'à l'analyse en cours au titre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Dans le cadre de la stratégie de collaboration des Nations Unies, avec l'OPS/OMS, l'UNICEF, la FAO, le PNUD, le FNUAP et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), il sera accordé une attention toute particulière au ciblage, dans des zones géographiques prioritaires déterminées conjointement, à la santé et à la nutrition des femmes et des enfants, à l'éducation, aux ressources naturelles, à l'atténuation des effets des catastrophes et au renforcement des structures communautaires. La programmation effectuée conjointement par le gouvernement et des ONG demeurera un élément essentiel pendant l'exécution des projets.



Modalités d'assistance et aspects opérationnels

73. Les futures interventions s'articuleront sur les axes suivants: a) l'aide ciblée sera axée sur les résultats; b) la cellule familiale sera le noyau de l'assistance, une attention particulière étant accordée aux besoins des femmes; et c) la création de capacités locales sera encouragée. Le PAM se concentrera sur les opérations VCT, sur le complément nutritionnel à apporter aux groupes vulnérables et sur l'alimentation scolaire. Compte tenu du fait que l'aide alimentaire ne doit être accordée que là où elle est nécessaire, qu'elle doit laisser des actifs durables et qu'il y a lieu de l'associer à des activités d'atténuation des effets des catastrophes, le PAM veillera à ce que l'approvisionnement en vivres soit effectué en temps opportun; surveillera les variations des revenus familiaux et des niveaux de nutrition, l'évolution des schémas de production, les fluctuations des prix sur le marché local et les baisses des taux de morbidité. Des plans VCT ainsi que des plans d'aide aux groupes vulnérables et d'alimentation scolaire seront élaborés, notamment dans la perspective des périodes de récolte saisonnière, compte tenu du caractère saisonnier de la main-d'œuvre et des périodes critiques propres à certains secteurs du pays. Le bureau de pays effectuera au besoin des achats sur place de manière à stimuler la production locale. Cette stratégie exigera quelques contributions en espèces.
74. La participation des bénéficiaires, notamment des femmes, à tous les cycles de projet, plus particulièrement au niveau de la prise de décisions, de la gestion et de l'acheminement de l'aide alimentaire, garantira le succès des actions menées par le PAM. Le Programme veillera en particulier à ce qu'il soit procédé à une évaluation rurale rapide afin que les activités d'assistance et les populations cibles soient déterminées et choisies au niveau communautaire (auto-sélection).
75. La participation d'organisations civiles, d'ONG et d'organisations communautaires, syndicales et gouvernementales locales demeurera un élément essentiel des actions du PAM, et tiendra compte du processus de décentralisation engagé par le gouvernement.
76. Les modalités communes seront coordonnées par le biais des initiatives du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui seront également harmonisées avec le cycle de programmation des autres institutions des Nations Unies présentes au Honduras (2002-2006).
77. Des achats locaux seront effectués dès lors qu'ils répondront à l'intérêt supérieur de l'opération. Dans les cas d'urgence, des achats et des distributions de semences seront effectués par prélèvement sur les fonds bilatéraux disponibles, en coordination avec la FAO.
78. Il conviendrait que le PAM agisse davantage auprès du gouvernement pour assurer la cohérence et la complémentarité de ses interventions futures. Le PAM continuera de participer, conjointement avec d'autres institutions et donateurs des Nations Unies, aux processus de planification stratégique à long terme et, plus particulièrement, à la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté, notamment à l'élaboration et à l'application de stratégies de santé et d'éducation dans le cadre de ses programmes nutritionnels. Dans le cadre des projets de développement en cours environ 5,8 millions de dollars ont déjà été engagés à titre de ressources de contrepartie, couvrant les frais de fonctionnement et de logistique. Le gouvernement engage aussi 1,3 million de dollars au titre de l'Initiative en faveur de l'alimentation scolaire.
79. Dans le cadre de l'actuelle stratégie du PAM (1998-2002), les deux projets de développement devraient être soumis à un processus de révision et à des ajustements nécessaires pour les opérations d'urgence, en fonction des changements et orientations propres à cette nouvelle stratégie. Le projet HON 05609.0 tiendra compte également de la nécessité de préserver les ressources nationales pour réduire la vulnérabilité aux



catastrophes naturelles. Le projet HON 05691.0 sera intégré aux autres initiatives du PAM, telles que l'alimentation scolaire et la création de capacités municipales. L'IPSR 06089.0 arrive à son terme en juin 2001, et l'initiative en faveur de l'alimentation scolaire permettra d'aider environ 200 000 enfants dans les municipalités souffrant le plus de l'insécurité alimentaire.

PARTENARIATS

80. Le partenariat est l'un des aspects les plus importants du bureau du PAM au Honduras. Depuis le cyclone Mitch, le PAM a maintenu, en travaillant avec eux, trois donateurs multilatéraux et bilatéraux (USAID, BCIE, Agence canadienne de développement international [ACDI], 30 institutions internationales (Office allemand de la coopération technique [GTZ], Services de secours catholique [CRS], CARE, *World Vision* [WV], *International Foster Plan*, *Save the Children*, Médecins sans frontières [MSF], *Atlas Logistique*, la Croix-Rouge, etc.), 45 ONG nationales, 121 municipalités, diverses instances/commissions, cinq groupes communautaires, 19 institutions gouvernementales et d'autres. Cette coopération sur le plan de la mise en œuvre a permis de constituer un réseau national visant à atténuer la pauvreté, à restaurer les infrastructures détruites et à renforcer la capacité locale à assurer le développement durable des pauvres et de ceux qui ont faim.
81. Le PAM considère le partenariat comme l'un des principaux facteurs de durabilité et l'un des principaux critères pour l'assistance au développement. Pour le faire de manière efficace, il est recommandé de combiner l'aide alimentaire avec les ressources d'autres organisations. Les instances gouvernementales de contrepartie pour les projets de développement fournissent actuellement environ 30 pour cent du coût total de la mise en œuvre des projets. De leur côté, les organisations locales, les ONG et les municipalités fournissent des dotations en personnel, des services d'entreposage et des ressources locales comme valeur ajoutée à l'assistance du PAM.
82. Les efforts de coordination et les activités déployées à l'avenir pourront s'appuyer sur l'actuel réseau national susmentionné et les présentes instances gouvernementales de contrepartie pour les différents projets et activités. Les partenaires seront initiés à la problématique hommes-femmes, et des mémorandum d'accord traiteront des Engagements du PAM en faveur des femmes. Des accords spéciaux ont été signés entre la BCIE et le secteur privé pour apporter des ressources complémentaires aux activités du PAM, conformément à la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté.

PRINCIPAUX PROBLEMES ET RISQUES

83. Nonobstant les efforts déployés par le gouvernement dans le cadre de la stratégie approuvée de lutte contre la pauvreté (juin 2000), aucun plan national de sécurité alimentaire n'a encore vu le jour. Cependant, cette stratégie offre un cadre pour une éventuelle assistance du PAM au titre de l'aide alimentaire. Elle représente l'occasion de garantir la cohérence des politiques entre le gouvernement et les divers organismes de coopération. Le PAM participera activement à cette initiative et encouragera une large participation des organisations avec lesquelles il a établi des relations de coopération.
84. Les activités du PAM pourraient être entravées par les contraintes suivantes: faible capacité institutionnelle à exécuter des projets, insuffisance des ressources de contrepartie, absence de fonds publics pour la reconstruction des infrastructures communautaires



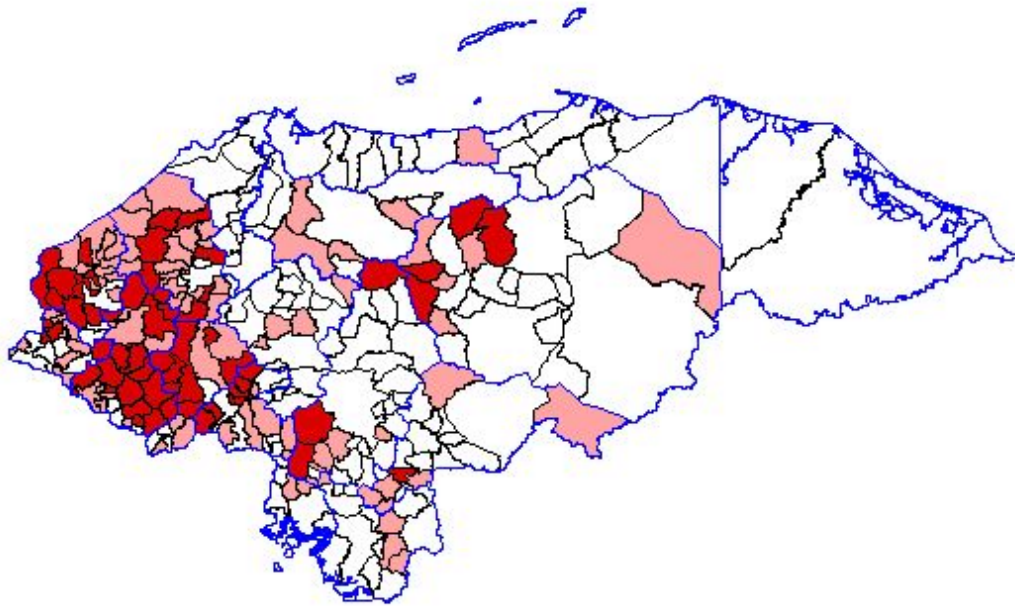
dévastées, et faible capacité de gestion des municipalités, peu propice à la promotion des processus de décentralisation.

85. Pour contribuer à la pérennité de ses activités, le PAM continuera de soutenir le réseau d'organisations locales, permettant une plus grande participation des ONG et des organisations communautaires et locales. Compte tenu des responsabilités que ces organisations devront assumer à l'avenir, le PAM soulignera et complétera ces initiatives pour renforcer les capacités d'exécution.
86. Au cours de deux dernières décennies, le Honduras a constaté une plus grande fréquence des catastrophes naturelles: sécheresse dans les régions du centre et du sud, glissements de terrain dans l'ouest, et inondations dans le nord. Le PAM entend continuer de soutenir les efforts du gouvernement en matière de prévention de catastrophes et d'atténuation de leurs effets afin de réduire la vulnérabilité aux catastrophes naturelles récurrentes. Une autre catastrophe, aussi grave que le cyclone Mitch, par exemple, pourrait conduire à modifier les zones cibles figurant dans le SSP.







ANNEXE

Carte 1: Municipalité à faible indicateur du développement humain



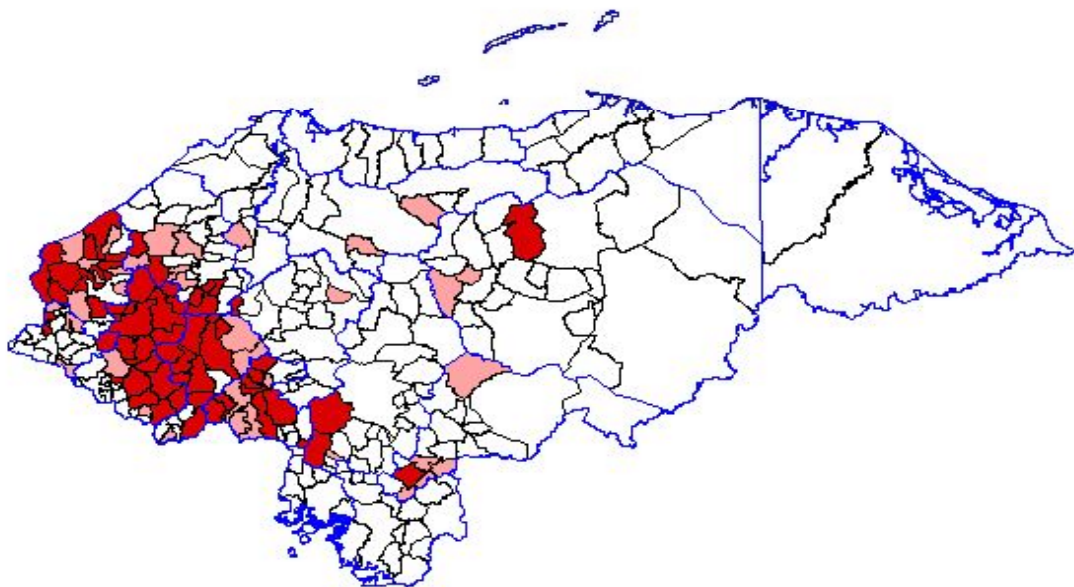
Légende

| | | |
|-------------------------|---|------------------------------------|
| |  | Frontières départementales |
| |  | Frontières municipales |
| | Indicateur du développement humain | |
| |  | 0,18-0,4 (59 municipalités) |
| |  | 0,4-0,5 (83 municipalités) |
| ACV-PAM Honduras | | |



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.





Carte 2: Municipalités à taux “très élevé” de prévalence de malnutrition



Légende

-  Frontières départementales
-  Frontières municipales

Municipalités à taux de malnutrition “très élevé”

-  60-89% (60 municipalités)
-  52-60% (36 municipalités)

ACV-PAM Honduras

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

| | |
|--------------|---|
| ACDI | Agence canadienne de développement international |
| ACV | Analyse et cartographie de la vulnérabilité |
| AFE-COHDEFOR | Société hondurienne de développement forestier |
| BCIE | Banque centraméricaine d'intégration économique |
| BID | Banque interaméricaine de développement |
| CARE | Société coopérative pour l'aide au monde entier |
| CRS | Services de secours catholique |
| FAO | Organisation pour l'alimentation et l'agriculture |
| FHIS | Fonds hondurien de l'investissement social |
| FNUAP | Fonds des Nations Unies pour la population |
| GTZ | Office allemand de la coopération technique |
| IDH | Indicateur du développement humain |
| IPSR | Intervention prolongée de secours et de redressement |
| MSF | Médecins sans frontières |
| OIM | Organisation internationale pour les migrations |
| OMS | Organisation mondiale de la santé |
| ONG | Organisations non gouvernementales |
| OPS | Organisation panaméricaine de la santé |
| PFRDV | Pays à faible revenu et à déficit vivrier |
| PNB | Produit national brut |
| PNUD | Programmes des Nations Unies pour le développement |
| PRAF | Programme d'allocations familiales |
| PRONADERS | Programme national de développement rural durable |
| SSP | Schéma de stratégie de pays |
| UNAT | Unité des analyses techniques du Bureau de la Présidence |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| USAID | Agence des Etats-Unis pour le développement international |
| VCT | Vivres-contre-travail |

